

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

| Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**FRANFINANCE SA**

Société anonyme au capital de 202 911 984 €  
Siège social : 53 rue du Port – CS 90201 – 92724 Nanterre Cedex  
719 807 406 R.C.S. Nanterre

**Documents comptables approuvés par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2025****A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2024****I. – Bilan**

(En milliers euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, banques centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (Notes 1 et 27)	3 998 540	177 083
Opérations avec la clientèle (Notes 2, 2 bis et 27)	6 157 680	2 103 492
Obligations et autres titres à revenu fixe (Note 3 bis)	755 496	0
Participations et autres titres détenus à long terme (Note 3)	7	545
Parts dans les entreprises liées (Note 4)	319 160	337 529
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées (Note 5)	352 936	373 848
Opérations de location simple		
Immobilisations incorporelles (Notes 6 et 6 bis)	6 464	6 817
Immobilisations corporelles (Notes 6 et 6 bis)	2	2
Autres actifs (Note 7)	37 873	17 058
Comptes de régularisation (Note 8)	42 314	8 618
<b>Total actif</b>	<b>11 670 472</b>	<b>3 024 992</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (Notes 9 et 28)	10 303 789	2 702 649
Opérations avec la clientèle (Notes 10 et 28)	11 020	19 624
Dettes représentées par un titre (Notes 11 et 28)	0	0
Autres passifs (Note 12)	80 692	25 400
Comptes de régularisation (Note 13)	50 297	45 149
Provisions (Note 14)	180 323	13 771
Capital souscrit (Note 15)	202 912	31 358
Primes d'émission (Note 15)	758 064	91 495
Réserves (Note 15)	4 532	9 277
Subvention d'investissement (Note 15)	295	251
Report à nouveau (Note 15)	(16 367)	27 122
Résultat de l'exercice (+/-) (Note 15)	94 914	58 896
<b>Total passif</b>	<b>11 670 472</b>	<b>3 024 992</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés (Note 16)	1 801 499	283 267
Engagements de garantie donnés (Note 16)	128 095	121 119
Engagements sur titres donnés (Note 16)		
<b>Total</b>	<b>1 929 594</b>	<b>404 386</b>
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus (Note 17)	375 985	2 433
Engagements de garantie reçus (Note 17)	348 970	198 972
<b>Total</b>	<b>724 955</b>	<b>201 405</b>

**II. – Compte de résultat**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
+ Intérêts et produits assimilés (Note 18)	493 804	93 996
+ Opérations avec les établissements de crédit	86 786	4 153
+ Opérations avec la clientèle	335 323	89 843
+ Obligations et autres titres à revenu fixe	71 695	0
- Intérêts et charges assimilés (Note 18)	-284 354	-51 492
- Opérations avec les établissements de crédit	-284 296	-50 788
- Opérations avec la clientèle	-58	-208
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0	-496
+ Produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (Note 19)	209 193	216 360
- Charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (Note 19)	-177 894	-192 301
+ Produits sur opérations de location simple (Note 19)		
- Charges sur opérations de location simple (Note 19)		
+ Revenu des titres à revenu variable (Note 20)	11 369	58 371
+ Commissions : produits (Note 19bis)	79 224	18 950
- Commissions - charges (Note 19bis)	-39 356	-3 563
+ Gains sur opérations financières		18
- Pertes sur opérations financières	-69	
Produits et charges d'exploitation bancaire	291 916	140 339
+ Autres produits d'exploitation (Note 21)	63 537	58 194
- Autres charges d'exploitation (Note 21)	-594	-849
Autres produits et charges ordinaires	62 943	57 345
Produit net bancaire	354 859	197 685
- Charges générales d'exploitation (Note 22)	-161 618	-134 420
- Frais de personnel	-75 935	-69 268
- Autres frais administratifs	-85 684	-65 153
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 443	-2 457
Résultat brut d'exploitation	190 797	60 807
+/- Coût du risque (Note 23)	-57 078	-4 162
Résultat d'exploitation	133 720	56 645
+ Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 24)	-16 363	516
+/- Résultat ordinaire avant impôt	117 357	57 161
+/- Résultat exceptionnel		
Impôt sur les bénéfices (Note 26)	-22 443	1 735
+/- Résultat de l'exercice	94 914	58 896

**III. – Notes annexes aux comptes sociaux****I. – Information sur le choix des méthodes utilisées**

FRANFINANCE SA est une Société de Financement. Les comptes sociaux de FRANFINANCE SA sont établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux Établissements de crédit et aux Sociétés de Financement définis à l'article L511-1 du Code monétaire et financier, telles qu'elles sont prévues par le règlement ANC n° 2014-03, et le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement n° 2014-07, adopté le 26 novembre 2014 par l'Autorité des Normes Comptables, intègre dans un règlement unique l'ensemble des règlements comptables pris précédemment et applicables au secteur bancaire, sans modifier les prescriptions comptables sur le fond. FRANFINANCE SA fait référence à ce règlement, qui abroge les règlements antérieurs du Comité de la réglementation bancaire et du Comité de la réglementation comptable.

Les états de synthèse sociaux sont présentés en conformité avec les principes décrits au Titre 1 du Livre I du règlement ANC n° 2014-07.

Les principes comptables généralement acceptés ont été appliqués, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue est l'évaluation au coût historique des éléments inscrits en comptabilité.  
Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de Franfinance S.A. sont consolidés au niveau de la SOCIETE GENERALE dont le siège se situe au 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

## II. – Faits marquants

### **Portefeuille titres**

L'exercice 2024 de Franfinance a été marqué par deux évolutions dans son portefeuille de titres de filiales et participations. La société SAGEMCOM LEASE, filiale détenue antérieurement à 100 % par Franfinance SA, a fait l'objet d'une TUP dans Franfinance SA en date du 31 mai 2024. Un boni de confusion a été constaté sur cette opération, à hauteur de 14.95 M€, constaté en autres produits d'exploitation.

La société Sagemcom Lease était en gestion extinctive depuis plusieurs années et son activité de location financière était résiduelle.

Par ailleurs, la société SOGEFINANCEMENT, participation dans laquelle Franfinance SA détenait 4,038 % à la clôture de l'exercice 2023, a fait l'objet d'une fusion absorption dans Franfinance SA, en date du 01 juillet 2024, avec un effet rétroactif comptable et fiscal au 01/01/2024.

L'absorption de Sogefinancement par Franfinance s'est traduite par la création de 10.722.138 titres Franfinance, pour un montant de 171.55 M€, intégralement souscrits par Société Générale Personne morale. A l'issue de l'opération, le capital social de Franfinance est détenu par SGPM à hauteur de 84,54 % et par SG Financial Services Holding pour 15,45 %.

Par ailleurs, la fusion s'accompagne d'une prime de fusion d'un montant de 1.260,29 M€, incluant un boni de fusion de 57,35 M€.

Par cette opération, Franfinance SA, qui conserve son activité historique de distributeur spécialisé dans le crédit à la consommation et le crédit-bail, a désormais la charge de la distribution bancaire du réseau France de Société Générale. FRANFINANCE SA est sous la supervision de la direction du Réseau France - SGRF - de la Société Générale.

### **Fonds propres**

A la suite de la fusion absorption de Sogefinancement par Franfinance SA en date du 01 juillet 2024, la société Franfinance a constaté, après analyse de ses fonds propres, un niveau de fonds propres excédentaires, compte tenu de ses prévisions d'activité et de la future mise en œuvre de la directive Bâle IV.

Aussi, en date du 26 novembre 2024, Franfinance a procédé à la distribution d'un dividende exceptionnel, prélevé sur les réserves et la prime de fusion.

L'opération, approuvée lors du CA du 07 novembre 2024 et par l'Assemblée Générale du 25 novembre 2024, a été affectée aux actionnaires de Franfinance au prorata de leur participation de détention, principalement SGPM et SGFSH. La distribution totale s'est élevée 599 858 552,70 €, soit un dividende unitaire de 47,30 € par action pour 12 681 999 actions.

### **Partenariat SGEF SA**

FRANFINANCE SA continue à mettre en place et à assurer la gestion des opérations de financement apportées par SGEF SA dans le cadre de ses partenariats internationaux. Ce partenariat s'est poursuivi au cours de l'exercice 2024.

Société Générale garantit ces dossiers, et perçoit à ce titre une commission versée par FRANFINANCE SA.

Par ailleurs, FRANFINANCE SA verse également une commission d'intermédiation à SGEF SA.

### **Changement de méthode comptable**

Sur une base volontaire, dans la mesure où cette approche permet de fournir une meilleure information dans les états financiers, Franfinance SA a décidé de comptabiliser les pertes attendues sur encours sains dégradés (B2) et sur encours sains (B1) dans ses comptes sociaux à compter du 01/01/2024. Comme la société ne comptabilisait jusqu'alors aucune provision ou dépréciation sur les encours non-douteux, alors la mise en œuvre de la reconnaissance des pertes de crédit attendues (B1 et B2) constitue un changement de méthode comptable avec reconnaissance en capitaux propres des effets de première application.

Par ailleurs, il s'agit d'une méthode préférentielle au sein du Groupe Société Générale.

Ce changement suite le traitement comptable suivant :

- Enregistrement au passif en Provisions Risques et Charges des dépréciations B1/B2, avec impact en fonds propres d'ouverture,
- Les dotations et reprises se font en résultat, en Provisions pour risques et charges, et sont non déductibles fiscalement,
- Pour l'activité de crédit-bail, normativement, le calcul des provisions B1/B2 est établi sur base des loyers,
- Pas d'enregistrement d'impôt différé sur ces différences temporaires car pas d'option dans les comptes sociaux.

L'impact de ce changement de méthode à l'ouverture de l'exercice est de 43.589 K€ en diminution du report à nouveau.

### III. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

#### A. – Immobilisations financières et valeurs mobilières

Il a été appliqué pour les valeurs mobilières, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, l'instruction 94-07 de la Commission Bancaire ainsi que les prescriptions du Titre 3 au Livre II du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue au règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Conformément à ce texte, les titres sont répartis, le cas échéant, en titres d'investissement, de placement ou de transaction. Il n'a pas été transféré de titres d'une catégorie comptable à une autre durant l'exercice 2024.

Les titres de participation et les autres titres immobilisés (parts dans des entreprises liées) ont été enregistrés à leur valeur d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés. En fin d'année, les titres sont évalués sur la base de la quote-part d'actif net détenue. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute comptable. Certaines sociétés, en arrêt d'activité, ont été dépréciées en tenant compte également de leurs résultats prévisionnels.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les plus ou moins-values de cession de titres de participation ainsi que les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

#### B. – Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture, portant sur les instruments financiers, sont enregistrées conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-04 de la Commission Bancaire et des prescriptions du Livre 2 au Titre 5 du Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue aux règlements 88-02 et 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Aucun engagement relatif à des opérations sur instruments financiers n'est inscrit dans les comptes de hors bilan à la clôture de l'exercice puisque FRANFINANCE ne gère pas de telles opérations sur instruments financiers à terme en 2024.

#### C. – Immobilisations

La valeur brute des éléments corporels et incorporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Les immobilisations corporelles sont en général comptabilisées sous le régime de l'amortissement linéaire avec les durées d'amortissement usuelles.

#### Immobilisations des études informatiques

Les prestations d'études informatiques réalisées par des entreprises externes et par le personnel sont comptabilisées en frais généraux ou en immobilisations en fonction de la nature des travaux effectués, à savoir :

Frais généraux	Immobilisations
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pilotage / coordination</li> <li>• Etudes préalables et analyse fonctionnelle (conception générale de l'application)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse organique (conception détaillée)</li> <li>• Développement de l'application</li> <li>• Tests et jeux d'essai (y compris recette et homologation)</li> <li>• Documentations techniques et des utilisateurs</li> </ul>

## Amortissements des immobilisations

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou le mode dégressif. Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Immeubles : 40 ans
- Logiciels : 2 à 4 ans
- Projets informatiques : 3 à 5 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable correspond à la réserve latente brute. Cette dernière s'élevait à 128.298 K€ à l'ouverture et à 113.814 K€ au 31/12/2024.

## D. – Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis. En application du Titre 1 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata du capital restant dû.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents,...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

L'octroi de crédits aux entreprises repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation de dossiers supérieurs à 150 K€ est réalisée par un chargé d'études, les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels experts et d'analyses de bilans par des spécialistes métier.

Comme évoqué au paragraphe « Changement de méthode comptable », s'agissant des créances saines de crédits à la consommation, sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements et afin de fournir une meilleure information au regard de son activité, Franfinance comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit que Franfinance s'attend à subir à l'horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente, ainsi que des scénarios macro-économiques. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Par ailleurs, l'identification, au sein d'un portefeuille homogène de crédits à la consommation, d'une dégradation significative du risque de crédit, donne lieu à l'enregistrement d'une provision à hauteur des pertes de crédit que Franfinance s'attend à subir à maturité sur ces encours.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents jusqu'à la maturité des instruments. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des instruments financiers concernés et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être. Les variations des provisions collectives pour risque de crédit ainsi calculées sont enregistrées en Coût du risque.

Remarques concernant l'identification d'une dégradation significative du risque de crédit :

Pour identifier les encours faisant l'objet d'une provision collective pour risque de crédit, l'augmentation significative du risque de crédit est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (scores comportementaux, indicateurs de type « loan to value », scénarios de prévisions macro-économiques, etc.).

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit tient compte des éléments suivants :

1<sup>er</sup> critère : l'existence d'une restructuration risque dans les 12 derniers mois ;

2<sup>e</sup> critère : l'évolution de la probabilité de défaut contrat par contrat entre la date d'octroi et la date de clôture ;

3<sup>e</sup> critère : l'existence d'impayés de plus de 30 jours.

La satisfaction d'un seul de ces critères suffit à provisionner un contrat sur une base collective.

Par application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07, qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses :

- les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
  - lorsque la contrepartie a plus de 90 jours d'impayés matériels consécutifs ou lorsqu'elle est en période probatoire pendant 90 jours sans impayés
  - lorsqu'il existe une saisine de surendettement
  - lorsque le contrat est restructuré avec un impayé de +30 jours consécutifs durant sa période de surveillance ou en défaut au moment de la restructuration,
  - lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré
  - lorsqu'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail et en crédit renouvelable, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement. La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité de Financement aux entreprises, pour les clients communs avec les entités du Groupe Société Générale.

Les créances sont dépréciées, le cas échéant, par voie de dépréciation enregistrée en déduction de ces encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

En crédit à la consommation, les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par population homogène auxquelles sont appliqués des taux de dépréciation issus d'observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée de recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats. Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et ils font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas en contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain. Ces derniers dossiers font aussi l'objet d'une actualisation des espérances de récupération.

Le Groupe est astreint aux directives données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS, en particulier les déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de difficultés financières de l'emprunteur (que ces difficultés soient avérées ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut au moment de la restructuration : seront mis en période de forçage (période de probation) d'une durée minimale de 12 mois en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours en sain restructuré : A l'issue de la période de probation, une période de surveillance est appliquée durant 24 mois. Tout impayé supérieur à 30 jours entraîne un retour en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours sains au moment de la restructuration : seront mis en période de surveillance.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n°29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat.

Les loyers restants dus sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième. Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer.

Les clients douteux et douteux compromis entreprises sont dépréciés individuellement si la créance est d'un montant supérieur à 15 K€ et dans le cas contraire statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée. Les clients qui ne sont pas en procédures collectives ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur caractère irrécouvrable est prononcé. Celui-ci peut être déclaré dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

### ***E. – Disponibilités***

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### ***F. – Frais de personnel***

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle y intègre le montant de la participation des salariés et l'intéressement se rattachant à l'exercice.

Tout salarié (ainsi que le salarié qui a quitté l'entreprise mais qui bénéficie au titre de l'exercice concerné du droit à participation et intéressement) pourra, dans les quinze jours suivant la communication afférente, affecter tout ou partie de la part de participation et d'intéressement lui revenant au Plan d'Epargne Groupe. Le versement entraîne adhésion au règlement du plan concerné. Il est complété par un abondement de FRANFINANCE conformément au règlement du Plan d'Epargne Groupe. Les montants investis dans le plan sont bloqués pendant cinq ans, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé, et sont exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale.

FRANFINANCE accorde également à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le régime de retraite national AGIRC-ARRCO à cotisations définies (dont le régime fonctionne par répartition) et des indemnités de fin de contrat de travail,
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail.

### **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les cotisations définies versées par FRANFINANCE au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux constituent des charges de l'exercice.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. FRANFINANCE applique la recommandation de l'ANC 2013-02 qui permet à une entreprise faisant partie d'un groupe établissant ses comptes consolidés en IFRS d'évaluer et de comptabiliser les avantages postérieurs à l'emploi de manière similaire à la norme IAS 19 Révisée. La recommandation ANC 2013-02 révisée offre la possibilité d'étaler l'engagement sur la période qui précède l'âge de départ en retraite, permettant d'atteindre le plafond, méthode que FRANFINANCE a décidé d'appliquer pour la première fois lors de l'exercice 2021.

### **Avantages à long terme**

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les médailles du travail, elle est évaluée avec la même méthode des unités de crédit projetées.



**G. – Conversion des opérations en devises**

Les opérations au bilan et au hors bilan, libellées en devises, sont converties au cours de clôture communiqué par la Banque de France. Le compte de résultat est converti sur la base de la moyenne mensuelle des cours.

**H. – Impôt sur les sociétés**

Franfinance fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI). La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés, ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices, l'impôt est déterminé par Franfinance comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère. La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

Franfinance est entrée le 01/01/95 dans le périmètre d'intégration fiscale de la Société Générale. Le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté au titre dudit exercice.

Depuis l'exercice 2022, la loi portant modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés a porté le taux normal de l'IS à 25 %, pour les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 10 M€. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 7,63 M€ et dont l'IS dépasse 763 K€ sont également redevables de la contribution sociale qui représente 3,3 % de l'IS dû.

**I. – Provisions pour risques**

Par application du règlement ANC n° 2014-03, qui abroge le règlement 2000-06 du CRC, et qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers,
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture

Les provisions liées aux engagements envers le personnel sont décrites au paragraphe : Frais de personnel.

**J. – Rémunération des dirigeants**

Le montant global des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, à l'ensemble des membres des organes de direction à raison de leurs fonctions s'élève à 847 K€. Notons qu'il n'est pas prévu d'allouer de jetons de présence au titre de 2024 aux membres du conseil d'administration. Aucune avance, ni crédit n'a été consenti aux membres des organes de direction et d'administration.

**K. – L'opération de titrisation FCT Red and Black Consumer Finance 2013**

L'opération, lancée le 08 octobre 2013, puis renouvelée en septembre 2016, en octobre 2020 et enfin en octobre 2024, pour quatre années, consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « senior » pour un montant de 2.600 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux fixe de 1 %,
- des parts dites « junior » pour un montant de 755 M€, souscrites par Franfinance,
- deux parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Franfinance, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédé.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale. De ce fait, Franfinance conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossement de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche « senior ».

Le rechargement, mensuel le 20 de chaque mois, s'étale pendant 48 mois.

Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilité ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement). L'opération de titrisation est qualifiée d'interne autoportée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisé à la clôture 2024 est de 3,355 Md €.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Créances à vue	113 609	20 304	198 769
Créances à terme	3 861 963	155 860	4 195 195
Créances rattachées	22 968	919	34 771
Total	3 998 540	177 083	4 428 735

Note 2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024			Franfinance 2023			Sogefinancement 2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Autres concours à la clientèle :	6 518 935	362 114	6 156 821	2 210 081	107 826	2 102 255	4 295 396	236 982	4 058 414
Crédits de trésorerie	5 637 271		5 637 271	1 881 261		1 881 261	3 779 459		3 779 459
Crédits à l'équipement	109 860		109 860	98 048		98 048			
Créances rattachées	25 070		25 070	20 525		20 525	5 055		5 055
Créances douteuses (1)	365 531	120 554	244 977	112 822	50 222	62 600	250 021	70 157	179 864
Créances douteuses compromises	381 203	241 560	139 643	97 425	57 604	39 821	260 861	166 825	94 036
Comptes ordinaires débiteurs	859	0	859	1 237	0	1 237	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	859		859	1 237		1 237			0
Créances rattachées			0			0			0
Total	6 519 794	362 114	6 157 680	2 211 318	107 826	2 103 492	4 295 396	236 982	4 058 414

(1) Incluant les saisines de surendettement et les impayés depuis plus de 2 mois

Note 2 bis. – Dépréciations des créances douteuses sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2023	Dotations	Reprises	2024
Créances douteuses (1)	50 222	108 671	38 339	120 554
Créances douteuses compromises (2)	57 604	236 535	52 579	241 560
Total	107 826	345 206	90 918	362 114

(1) le montant des pertes constatées au titre de l'exercice 2024 s'élève à 84 992 K€ contre 26 143 K€ en 2023

(2) la dépréciation calculée sur base individuelle s'élève à 3 345 K€ au 31/12/2024 contre 1 108 K€ en 2023 et ne concerne que les crédits à l'équipement de l'activité entreprises.

Note 3. – Participations

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Etablissements de crédit (1)	0	537
Autres	7	7
Total brut	7	545
Dépréciations	0	0
Total net	7	545

(1) Fusion absorption dans Franfinance de Sogefinancement en date du 01/07/2024

## Note 3 bis. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Parts Junior du FCT Red & Black Consumer Finance 2013	755 000	
Créances rattachées	496	
Total	755 496	0

## Note 4. – Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Parts dans des sociétés financières	24 016	24 016
Parts dans des sociétés commerciales (1)	323 776	325 782
Total brut	347 792	349 798
Dépréciations (2)	28 632	12 269
Total net	319 160	337 529

(1) TUP de Sagemcom Lease dans Franfinance en avril 2024

(2) dont dépréciation sur titres CEGELEASE pour 19 599 K€ après dotation de 16 017 K€ en 2024

## Note 5. – Opérations de crédit-bail et de location assimilées

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions et autres	Cessions et autres variations	Brut 31/12/2024	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable 31/12/2024
Crédit bail mobilier et LOA	993 226	324 508	396 619	921 115	595 110	326 005
Créances rattachées	10 682		3 545	7 137		7 137
Créances douteuses	22 251	7 049		29 300	11 489	17 811
Créances douteuses compromises	9 292	2 425		11 717	9 733	1 984
Total	1 035 450	333 982	400 164	969 268	616 332	352 936

## Note 5. – Amortissements et dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location assimilées

(En milliers d'euros.)	Amortissements et Dépréciations 31/12/2023	Dotations amortissements Linéaires	Dégressives	Dotations aux dépréciations	Reprises Amortissements et dépréciations	Amortissements et Dépréciations 31/12/2024
Crédit bail mobilier et LOA	642 502		166 311		213 703	595 110
Dépréciation des immobilisations temporairement non louées						
Créances douteuses	10 419			11 489	10 419	11 489
Créances douteuses compromises (1)	8 681			9 733	8 681	9 733
Total (2)	661 602	0	166 311	21 222	232 803	616 332

(1) le montant des pertes constatées au titre de l'exercice 2024 s'élève à 3 903 K€ contre 3 784 K€ au 31/12/2023

## Note 6. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2024	Amortissements	Valeur nette comptable 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	42 095	16 750	14 660	44 185	37 721	6 464
Immobilisations corporelles	24			24	22	2
Total	42 119	16 750	14 660	44 209	37 743	6 466

## Note 6 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2023	Dotations	Reprises	Amortissements 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	35 278	2 443		37 721
Immobilisations corporelles	22			22
Total	35 300	2 443	0	37 743

## Note 7. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Fournisseurs	70	121
Etat, impôts et taxes	1 983	284
Groupe et associés	11 308	9 136
Débiteurs divers (1)	24 512	7 517
Total	37 873	17 058

(1) dont, en 2024, 16 775 K€ de dépôt de garantie versé au FCT Red &amp; Black Consumer Finance 2013

## Note 8. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Produits à recevoir (1)	36 210	7 500
Charges constatées d'avance et divers	6 103	1 118
Total	42 314	8 618

(1) dont 23 279 K€ en 2024 contre 4 214 K€ en 2023 avec le tiers SOGECAP - Assurances Groupe

## Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Dettes à vue	121 175	3 029	145 707
Dettes à terme (1)	10 129 528	2 678 024	7 462 418
Dettes rattachées	53 086	21 596	20 334
Total	10 303 789	2 702 649	7 628 459

(1) Emprunts auprès de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE pour 10 115 828 K€ au 31/12/2024

## Note 10. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Autres dettes à vue	11 020	19 624
Autres dettes à terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	11 020	19 624

## Note 11. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables		
Dettes rattachées		
Total	0	0

## Note 12. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Dettes Fournisseurs hors groupe	9 962	4 265
Fournisseurs, effets à payer		0
Etat, impôts et taxes	9 908	8 726
Organismes sociaux	2 521	2 452
Dépôts de garantie (1)	1 083	1 287
Assurances (2)	15 481	1 711
Groupe et associés	25 022	1 277
Créditeurs divers (3)	11 481	988
Personnel	5 234	4 694
Total	80 692	25 400

(1) dépôt de garantie CB

(2) dont en 2024, 14 846 K€ avec des tiers Groupe SG - Sogecap, Sogessur, Antarius

(3) dont en 2024, 7 128 K€ au titre des parts résiduelles du FCT Red&amp;Black Consumer Finance 2013

## Note 13. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Produits constatés d'avance	17 467	16 628
Charges à payer frais généraux	12 423	8 351
Provision pour congés payés	4 252	3 104
Autres provisions pour charge de personnel (1)	5 133	4 978
Provision pour participation	553	0
Provision pour intéressement	2 050	1 600
Divers	8 421	10 488
Total	50 297	45 149

(1) dont 2,5 M€ de provision sur rémunérations variables et 2,6 M€ pour le Compte Epargne Temps

## Note 14. – Provisions

(En milliers d'euros.)	2023	Reprise fusion Sogefinancement 2024	Changement de méthode provisions B1/B2	Dotations	Reprises	Mouvement de Réévaluation	2024
Provisions pour avantages sociaux (1)	6 103			1 138	346		6 895
Autres provisions (2)	7 668	174 810	43 589	129 088	181 728		173 428
Total	13 771			130 226	182 074	0	180 323

(1) Les provisions pour avantages sociaux intègrent :

- une provision de 5 176 K€ au 31/12/2024 contre 4 446 K€ au 31/12/2023 pour couvrir les indemnités de fin de carrière.

- une provision de 1 719 K€ au 31/12/2024 contre 1 657 K€ au 31/12/2023 pour couvrir les médailles du travail.

Les provisions ont été évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées :

- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation retenu est de 3,18 % contre 4,07 % en 2023

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu sur la France est de 3,25 % contre 4,11 % en 2023

(2) Les autres provisions pour risque intègrent :

- l'effet du changement de méthode relatif à la comptabilisation des provisions sur encours sains, tel que décrit dans les faits marquants des principes et méthodes comptables, 43 589 K€ au 01/01/2024

## Note 15. – Les capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat (3)	Autres variations	31/12/2024
Capital (1)	31 358			171 554	202 912
Primes d'émission (1)	91 495			666 569	758 064
Réserve légale (2)	3 136			1 397	4 532
Réserves réglementées	0				0
Réserves ordinaires (1)	6 141			-6 141	0
Subvention d'investissement	251			43	295
Report à nouveau (3) (4)	27 122		100	-43 589	-16 367
Résultat (3)	58 896	94 914	-58 896		94 914
Total	218 399	94 914	-58 796	789 833	1 044 350

(1) La fusion absorption de Sogefinancement par Franfinance s'est traduite par la création de 10.722.138 titres Franfinance, pour un montant de 171 554 K€, intégralement souscrits par Société Générale Personne morale.

A l'issue de l'opération, le capital social de FRANFINANCE, composé de 12 681 999 actions au nominal de 16 €, est détenu par :

\* SG Financial Services Holding à hauteur 1 959 608 actions, soit 15,45 %

\* Société Générale à hauteur de 10 722 277 actions, soit 84,54 %

\* des actionnaires personnes physiques pour 114 actions

Cette augmentation de capital s'est accompagnée d'une prime d'émission de 1 260 287 K€

Par ailleurs, l'AG du 25/11/2024 a décidé une distribution exceptionnelle d'un dividende de 47,30 € par action soit 599 859 K€, par prélèvement sur les réserves ordinaires et sur la prime d'émission pour 593 718 K€

(2) La variation de la réserve légale provient de la société Sogefinancement lors de la fusion

(3) L'AG du 24/05/2024 a décidé de distribuer un dividende de 30 € par action soit 58 796 K€ avec un prélèvement de 100 K€ sur le report à nouveau.

(4) Le changement de méthode appliqué au 01/01/2024 sur la comptabilisation des provisions B1/B2 en social a impacté le report à nouveau en diminution de 43 589 K€

## Proposition d'affectation du résultat 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat 2024	Solde après affectation du résultat
Capital	202 912		202 912
Primes d'émission	758 064		758 064
Réserve légale (1)	4 532	4 746	9 278
Subvention d'investissement	295		295
Report à nouveau (1)	-16 367	16 613	246
Résultat (2)	94 914	-94 914	0
Total	1 044 351	-73 556	970 795

(1)(2) La proposition d'affectation du résultat 2024 consiste en une distribution de dividende à hauteur de 5,80 € par action, après dotation à la réserve légale, soit 73 556 K€, ce qui portera le Report à nouveau à 246 K€ après apurement du report à nouveau débiteur de 16 367 K€

## Note 16. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total 31/12/2024
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financement						
Engagements en faveur de la clientèle :						
- Engagements sur opérations de crédit	0	0	0	0	1 796 542	1 796 542
- Engagements sur opérations de CB	0	0	0	0	4 957	4 957
Engagements de garantie						
En faveur d'établissements de crédit :						
- Engagements sur opérations de crédit	0	0	0	0		0
- Engagements sur opérations de CB (1)	0	0	0	0	128 095	128 095
Engagements sur titres :	0	0	0	0		0
Total	0	0	0	0	1 929 594	1 929 594

(1) Engagements donnés en faveur de La Banque Postale Leasing & Factoring, dont 5 890 K€ d'engagements douteux

Durée restant à courir (En milliers d'euros.)	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements de financement	1 801 499			1 801 499
Engagements de garantie	11 217	113 213	3 665	128 095
Engagements sur titres				0
Total	1 812 715	113 213	3 665	1 929 594

## Note 17. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total 31/12/2024
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financement (1)	0	0	0	375 985	0	375 985
Engagements de garantie : (2)						
- Garanties reçues sur les opérations de CB	0	0	0	7 770	0	7 770
- Garanties autres	0	0	0	341 200	0	341 200
Total	0	0	0	724 955	0	724 955

(1) dont Accord de refinancement de SOCIETE GENERALE pour 356 M€ pour couvrir le coefficient de liquidité ACPR (2) dont : 7 770 K€ de garanties du Fonds d'Investissement Européen dans le cadre du projet COSME et 156 518 K€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur le Vendor Desk

Durée restant à courir (En milliers d'euros.)	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements de financement	363 385	12 600		375 985
Engagements de garantie	126 077	209 716	13 177	348 970
Total	489 462	222 316	13 177	724 955

## Note 18. – Produits et charges d'intérêts

Etablissements de crédits (En milliers d'euros.)	2024	2023
Opérations avec les banques centrales, les Comptes chèques Postaux et les établissements de crédit	86 786	4 153
Total des produits	86 786	4 153
Opérations avec les banques centrales, les Comptes chèques Postaux et les établissements de crédit (1)	-284 296	-50 788
Titres et valeurs donnés en pension		
Total des charges	-284 296	-50 788

(1) Dont intérêts courus à payer en 2024 : 53 086 K€

Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros.)	2024	2023
Concours à la clientèle (2)	335 323	89 843
Total des produits	335 323	89 843
Intérêts sur emprunts clientèle non financière	-58	-208
Total des charges	-58	-208

(2) Dont intérêts courus à recevoir en 2024 : 8 379 K€

Obligations et titres à revenu fixe	2024	2023
Parts junior	71 695	0
Total des produits	71 695	0

Obligations et titres à revenu fixe	2024	2023
TCN émis	0	-496
Total des charges	0	-496

Total des produits	493 804	93 996
Total des charges	-284 354	-51 492
Produits nets d'intérêt	209 449	42 504

## Note 19. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location simple

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Crédit-bail mobilier et assimilé	209 193	216 360
Location simple		
Total des produits	209 193	216 360

  

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Crédit-bail mobilier et assimilé	-177 894	-192 301
Location simple		
Total des charges	-177 894	-192 301
Produits nets sur opérations de crédit-bail et location simple	31 299	24 059

## Note 19 bis. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Produits	79 224	18 950
Charges (1)	-39 356	-3 563
Produits nets des commissions	39 867	15 387

(1) dont 2 528 K€ de commissions versées en 2024 à SG et SGEF dans le cadre de la convention Vendor Desk contre 2 756 K€ en 2023.

## Note 20. – Ventilation des revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Revenus sur titres de participations et titres détenus à long terme, dont :	11 369	58 371
- dividendes reçus de SOGEFINANCEMENT	0	49 811
- dividendes reçus de FENWICK LEASE	7 310	0
- dividendes reçus de la FRANFINANCE LA REUNION	644	1 035
- dividendes reçus de SAGEMCOM LEASE	0	576
- dividendes reçus de CFCS	545	0
- dividendes reçus de CEGELEASE	2 800	6 900
- dividendes reçus d'EUROFARMAT	70	50
Total	11 369	58 371

## Note 21. – Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Refacturations à SGEF SA	1 136	933
Refacturations à STAR LEASE	2 572	1 834
Refacturations à SOGEFINANCEMENT	0	6 426
Refacturations à SOGELEASE	4 967	3 585
Refacturations à FENWICK LEASE	1 688	1 978
Refacturations à SOCIETE GENERALE	4 502	5 156
Refacturations à FRANFINANCE LOCATION	18 593	23 858
Refacturations à LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	7 451	6 764
Boni de confusion SAGEMCOM LEASE	14 950	0
Autres produits	7 676	7 658
Sous-total produits	63 536	58 194
Autres charges	-594	-849
Autres produits nets d'exploitation	62 942	57 345



## Note 22. – Charges générales d'exploitation

<b>Frais de personnel (En milliers d'euros.)</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Rémunération du personnel	-46 100	-43 560
Charges sociales et fiscales (1)	-27 223	-24 805
Participation et Intéressement	-2 611	-903
<b>Total</b>	<b>-75 935</b>	<b>-69 268</b>
<i>(1) le montant des cotisations définies versées au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux s'élève à 8 137 K€ en 2024 contre 7 878 K€ en 2023.</i>		
<i>Le montant de la reprise de provision pour indemnité de retraite est de 135 K€ en 2024 contre 86 K€ en 2023.</i>		

  

<b>Autres frais administratifs</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Impôts et taxes	-2 381	-1 321
Locations et charges locatives	-535	-785
Honoraires	-11 821	-5 400
Affranchissement, téléphone	-5 365	-2 430
Taxe sur le chiffre d'affaires non récupérable	-10 476	-6 086
Refacturation groupe (2)	-61 476	-47 031
Frais de publicités, missions et réceptions	-1 925	-1 512
Frais de gestion bases de données risque et recouvrement	-3 367	-2 794
Autres	11 663	2 206
<b>Total</b>	<b>-85 684</b>	<b>-65 153</b>
<i>(2) dont 50,1 M€ refacturés par FRANFINANCE LOCATION en 2024 contre 34,5 M€ en 2023.</i>		

## Note 23. – Coût du risque

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>2024</b>		<b>Franfinance 2023</b>		<b>Sogefinancement 2023</b>	
	<b>Sur créances</b>	<b>S/ opérations hors bilan</b>	<b>Sur créances</b>	<b>S/ opérations hors bilan</b>	<b>Sur créances</b>	<b>S/ opérations hors bilan</b>
Pertes sur créances clientèle	-88 895		-29 926		-63 729	
Dotations aux dépréciations sur clients						
- sur créances compromises clientèle	-224 424		-51 466		-154 530	
- sur créances non compromises clientèle	-134 135	-2 005	-61 898	-1 186	-65 900	
Reprises de dépréciations						
- sur créances compromises clientèle (1)	219 656		60 783		161 536	
- sur créances non compromises clientèle (1)	123 582	1 186	64 412	663	92 297	
Dotations sur encours sains (B1/B2)	-149 367	-14 638			-131 803	
Reprises encours sains (B1/B2)	159 734	14 748			112 624	
Récupérations sur créances amorties	37 479		14 459		24 898	
<b>Total coût du risque</b>	<b>-56 370</b>	<b>-708</b>	<b>-3 638</b>	<b>-524</b>	<b>-24 607</b>	<b>0</b>
<i>(1) Conformément au livret II - Titre 2 - art 2231-3 du règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque pour 5,8 M€ en 2024 contre 6,1 M€ en 2023.</i>						

## Note 24. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Dépréciations sur immobilisations financières :	-16 363	233
- Dotations aux dépréciations (1)	-16 672	-71
- Reprises de dépréciations (2)	309	304
Plus et moins-values de cessions :	0	283
- Plus-values sur immobilisations financières	0	283
- Plus-values sur immobilisations corporelles		
- Moins-values sur immobilisations incorporelles		
<b>Total</b>	<b>-16 363</b>	<b>516</b>
<i>(1) Dotation aux dépréciations des titres CEGELEASE pour 16.017 K€ et Disponis pour 655 K€ en 2024. En 2023, Disponis pour 71 K€</i>		
<i>(2) Reprise de dépréciations des titres CFCS en 2024 et 2023</i>		

## Note 25. – Produits et charges exceptionnels

Néant

## Note 26. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Charge fiscale courante	22 443	1 735
Prov risques & charges contrôle fiscal		
Charge d'impôt différée		
Total	22 443	1 735

La société est intégrée fiscalement dans le groupe Société Générale. Son résultat après IS est de 94.914 K€. Du fait de l'intégration fiscale et d'une régularisation d'IS de 13 K€ au titre de 2022, une créance d'impôt de 22 457 K€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	117 358	22 443	94 914
Résultat exceptionnel		0	0
Total	117 358	22 443	94 914

Le taux normal d'IS en 2024 est de 25,0 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 %. Le taux théorique d'impôt sur l'activité en France ressort à 25,83 % en 2024.

## Note 27. – Emplois ventilés selon la durée restant à courir

Emplois (En milliers d'euros.)	De 0 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :	450 971	368 537	1 546 715	1 632 317	0	3 998 540
- A vue	113 609					113 609
- A terme						0
- Créances rattachées	337 362	368 537	1 546 715	1 632 317		3 884 930
Créances sur la clientèle :	667 029	1 609 691	3 399 084	481 876	0	6 157 680
Créances commerciales						
- Autres concours à la clientèle	666 170	1 609 691	3 399 084	481 876		6 156 821
- Comptes ordinaires débiteurs	859					859
Total	1 118 000	1 978 228	4 945 799	2 114 192	0	10 156 219

## Note 28. – Ressources ventilées selon la durée restant à courir

Ressources (En milliers d'euros.)	De 0 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :	1 233 428	2 649 071	5 654 233	766 982	0	10 303 714
- A vue	121 040	58				121 098
- A terme	1 106 588	2 635 202	5 624 755	762 983		10 129 529
- Dettes rattachées	5 799	13 810	29 478	3 999		53 086
Comptes créditeurs de la clientèle :	4 763	906	4 842	583	0	11 095
- A vue	4 468	32	176			4 676
- A terme						0
- Dettes rattachées	295	875	4 667	583		6 419
Dettes représentées par un titre :	0	0	0	0		0
Total	1 238 191	2 649 978	5 659 076	767 565	0	10 314 809

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

<b>Emplois</b> (En milliers d'euros.)	<b>Entreprises liées</b>	<b>Entreprises avec un lien de participation</b>
Créances sur les sociétés financières		
Créances sur la clientèle		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>Ressources</b> (En milliers d'euros.)	<b>Entreprises liées</b>	<b>Entreprises avec un lien de participation</b>
Dettes envers les sociétés commerciales (1)	933	
Dettes envers les sociétés financières		
Comptes créditeurs de la clientèle		
<b>Total</b>	<b>933</b>	<b>0</b>

(1) dont 895 K€ de commissions à verser à SGEF relatives au Vendor Desk

<b>Hors Bilan</b> (En milliers d'euros.)	<b>Entreprises liées</b>	<b>Entreprises avec un lien de participation</b>
Engagements reçus (1)	156 518	
Engagements donnés		
<b>Total</b>	<b>156 518</b>	<b>0</b>

(1) dont 156.518 K€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur le Vendor Desk

Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprises dans cette note.

#### Filiales et participations (En milliers d'euros.)

<b>Informations financières / Filiales et participations</b>	<b>Capital</b>	<b>Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats</b>	<b>Quote part du capital détenu (En %)</b>	<b>Valeurs comptables des titres détenus</b>		<b>Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés</b>
				<b>Brute</b>	<b>Nette</b>	
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de FRANFINANCE SA						
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)						
DISPONIS SASU 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	23 000	-8 687	100,00 %	18 498	13 658	0
FRANFINANCE LA REUNION - 1, avenue du 14 juillet 1789 CS 51032 97829 Le Port La Réunion	3 450	1 870	100,00 %	5 518	5 518	0
FRANFINANCE LOCATION SASU - 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	23 088	267 301	100,00 %	224 357	224 357	0
FENWICK LEASE SAS - 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	5 100	92 779	100,00 %	10 311	10 311	0
KHADAMET S.A. - 70 Avenue Mohamed V 1002 TUNIS (1) en liquidation	151	-194	89,00 %	2 693	0	0
CFC SERVICES SASU - 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	1 780	162	100,00 %	3 636	2 506	0
CEGELEASE - 1 allée du progrès - AREAS 59320 ENGLOS	10 000	16 406	100,00 %	82 199	62 600	56 625
EUROFARMAT - 1 allée du progrès - AREAS 59320 ENGLOS	37	66	100,00 %	211	211	0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)						
TASSHIL S.A. - 68, Avenue Farhat Hached 1001 TUNIS (1)	81		34,98 %	369	0	0
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de FRANFINANCE SA						

1. Filiales non reprises au §A						
a. Filiales françaises						
CONCILIAN SAS - 69 Avenue de Flandre 59700	15	0	49,00 %	7	7	0
MARCQ EN BAROEUL						
(1) les montants présentés sont ceux au 31/12/2018						

Informations financières / Filiales et participations	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de FRANFINANCE SA					
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)					
DISPONIS SASU 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	0	626	(839)	0	
FRANFINANCE LA REUNION - 1, avenue du 14 juillet 1789 CS 51032 97829 Le Port La Réunion	0	2 335	547	644	
FRANFINANCE LOCATION SASU - 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	0	885 029	(18 937)	0	
FENWICK LEASE SAS - 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	0	115 611	13 237	7 310	
KHADAMET S.A. - 70 Avenue Mohamed V 1002 TUNIS (1) en liquidation	0	0	(1)	0	
CFC SERVICES SASU - 17 Cours Valmy CS 50318 92800 PUTEAUX	0	4 236	738	545	
CEGELEASE - 1 allée du progrès - AREAS 59320 ENGLOS	0	409 490	-873	2 800	
EUROFARMAT - 1 allée du progrès - AREAS 59320 ENGLOS	0	986	122	70	
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
TASSHIL S.A. - 68, Avenue Farhat Hached 1001 TUNIS (1)	0	0	0	0	
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de FRANFINANCE SA					
1. Filiales non reprises au §A					
a. Filiales françaises					
CONCILIAN SAS - 69 Avenue de Flandre 59700	0	29 720	2 553	0	
MARCQ EN BAROEUL					
(1) les montants présentés sont ceux au 31/12/2018					

Effectif moyen au 31/12/2024

Catégories de salariés	2023		2024	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	502	63	519	63
Agents de maîtrise	279		271	6
Techniciens	71	7	45	
Total	852	70	835	69

## IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux au 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale arrête le résultat net après impôt à	94 914 375,28 €
Diminué du report à nouveau débiteur de	16 367 353,35 €
Le montant à répartir est de	78 547 021,93 €

L'Assemblée Générale déclare, conformément à l'article 223 quater du Code Général des Impôts, que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 prennent en charge une somme de 288 118,91 €, correspondant à des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées par l'article 39,4 du même Code. L'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 74 421,11 €.

L'Assemblée Générale décide de répartir le montant de 78 547 021,93 € (comprenant un bénéfice de 94 914 375,28 €) comme suit :

Affectation à la réserve légale	4 745 718,76 €
Distribution d'un dividende de 5,80 € par action, soit pour 12 681 999 actions	73 555 594,20 €
Report à nouveau d'un montant de	245 708,67 €

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2025.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que, les montants du dividende mis en distribution, au titre des années précédentes, ont été les suivants :

- Exercice 2021 : 13,00 € (soit un montant total distribué de 25 478 193,00 €)
- Exercice 2022 : 24,00 € (soit un montant total distribué de 47 036 664,00 €)
- Exercice 2022 : 30,00 € (soit un montant total distribué de 58 795 830,00 €)

## V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FRANFINANCE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des pertes attendues sur encours sains et encours sains dégradés décrit au paragraphe « Changement de méthode comptable » de la note II - « Faits marquants » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la première comptabilisation de ces pertes attendues sur les capitaux propres, pour un montant de 43 589 milliers d'euros.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

#### **Changement de méthode comptable**

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

#### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une

anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 9 mai 2025  
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Amel HARDY-BEN BDIRA

KPMG SA  
Nicolas DE LUZE

## B. – Comptes consolidés au 31 décembre 2024

### I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	1	1
Créances sur les établissements de crédit (Notes 3 et 11)	4 617 411	615 569
Créances sur la clientèle (Notes 4 et 11)	9 391 713	2 058 835
Opérations de crédit-bail et location assimilées (Note 5)	2 503 488	2 608 985
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme (Note 6)	2 724	2 415
Participations dans les entreprises mises en équivalence (Note 7)	0	62 291
Immobilisations incorporelles (Note 8)	32 400	32 738
Immobilisations corporelles (Note 8)	830	6 903
Autres actifs (Note 9)	58 705	55 328
Comptes de régularisation (Note 10)	88 376	46 008
Ecart d'acquisition (Note 17)	37 067	61 667
<b>Total</b>	<b>16 732 715</b>	<b>5 550 740</b>

  

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit (Notes 12 et 20)	12 140 072	4 616 963
Comptes créditeurs de la clientèle (Notes 13 et 20)	8 783	7 826
Dettes représentées par un titre (Notes 14 et 20)	2 600 854	0
Autres passifs (Note 15)	166 201	76 045
Comptes de régularisation (Note 16)	274 708	277 819
Ecarts d'acquisition (Note 17)		
Provisions (Note 18)	216 446	12 335
Intérêts minoritaires		
Dettes subordonnées		
Capitaux propres part du groupe (Note 19)		
- Capital souscrit	202 912	31 358
- Primes d'émission	758 064	91 495

- Réserves consolidées et autres	317 251	460 795
- Résultat de l'exercice (+/-)	47 424	-23 896
<b>Total</b>	<b>16 732 715</b>	<b>5 550 740</b>

<b>Hors bilan consolidé</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés (Note 21)	1 818 049	294 859
Engagements de garantie donnés (Note 21)	128 095	121 118
Engagements sur titres à livrer (Note 21)		
<b>Total</b>	<b>1 946 144</b>	<b>415 977</b>
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus (Note 21)	377 751	49 546
Engagements de garantie reçus (Note 21)	438 878	276 018
<b>Total</b>	<b>816 629</b>	<b>325 564</b>

## II. – Compte de résultat consolidé

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Intérêts et produits assimilés (Note 23)	575 794	99 802
+ Opérations avec les établissements de crédit	96 153	10 074
+ Opérations avec la clientèle	479 641	89 728
+ Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilées (Note 23)	-355 028	-80 641
- Opérations avec les établissements de crédit	-332 638	-80 113
- Opérations avec la clientèle	-5 597	-32
- Obligations et titres à revenu fixe		-496
- Autres charges sur dettes représentées par des titres	-16 793	
Produits nets sur opérations de crédit bail et de location (Note 24)	130 762	114 142
Revenus des titres à revenu variable (Note 6)	615	50
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	352 143	133 353
Produits des commissions (Note 25)	85 410	25 505
Charges des commissions (Note 25)	-38 196	-7 301
Produits sur opérations de change	-48	180
Autres produits d'exploitation bancaire (Note 26)	54 073	51 458
Autres charges d'exploitation bancaire (Note 26)	-1 621	-2 756
Produits nets des autres activités	1	-284
Produit net bancaire	451 762	200 155
Charges générales d'exploitation (Note 27)	-198 470	-175 933
- Frais de personnel	-82 559	-76 181
- Frais administratifs	-115 911	-99 752
Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles et incorporelles	-17 342	-10 159
Résultat brut d'exploitation	235 950	14 063
Coût du risque (Note 29)	-143 775	-24 500
Résultat d'exploitation	92 175	-10 437
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 30)	319	304
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Note 7)	0	2 832
Résultat courant avant impôt	92 494	-7 301
Charges extraordinaires (Note 17)	-9 946	-32 555
Produits extraordinaires		12 585
Résultat après exceptionnel et avant impôt	82 548	-27 271
Charge fiscale (Note 31)	-20 470	3 375
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	62 078	-23 896
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition (Note 17)	-14 654	
Intérêts minoritaires		
Résultat net part du groupe	47 424	-23 896
Résultat net, part du groupe, par action en euros	3,74	-12,19



### III. – Notes annexes aux comptes consolidés

#### Note I. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés du groupe FRANFINANCE sont établis et présentés en conformité avec les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par le Code de Commerce, selon les dispositions contenues dans le règlement ANC n° 2020-01 du 09 octobre 2020, relatif aux comptes consolidés, et conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et aux Sociétés de financement.

#### **Principes et modalités de consolidation**

##### **Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de FRANFINANCE et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

##### — Intégration globale

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive, en général détention de la majorité des droits de vote.

##### — Intégration proportionnelle

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière conjointe avec d'autres actionnaires ou associés de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord, aucun des actionnaires ou associés ne détenant seul un contrôle exclusif.

##### — Mise en équivalence

Cette méthode s'applique aux entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sans en détenir le contrôle.

##### — Conversion des opérations en devises

Les opérations au bilan et au hors bilan, libellées en devises, sont converties au cours de clôture communiqué par la Banque de France. Le compte de résultat est converti sur la base de la moyenne mensuelle des cours.

#### **Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés**

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

##### — Ecart d'acquisition

Le poste Ecart d'acquisition représente le solde des écarts non affectés à un poste du bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés, entre leur prix de revient et la part de situation nette correspondante.

L'écart d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à la valeur comptable, cette dernière doit être ramenée à la valeur actuelle par la constatation d'une dépréciation. Aucune reprise de dépréciation n'est possible.

L'écart d'acquisition dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti ; en contrepartie, il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

##### — Impôts différés

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées.

Le taux d'impôt différé retenu au 31.12.2024 en incluant la contribution sociale de 3,3 % est de 25,83 % pour les sociétés intégrées fiscalement dans le groupe Société Générale.

Pour les sociétés non intégrées fiscalement, le taux d'impôt différé est de 25,83 %. Conformément à la méthode du report variable, l'effet correspondant est enregistré en augmentation de la charge d'impôt différé.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale et les impôts différés actif ne sont pris en compte qu'à hauteur du stock impôts différés passif constaté par l'entité à la date de clôture.

### **Principes comptables et méthodes d'évaluation**

#### **Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du Titre 1 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata du capital restant dû.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un processus normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

L'octroi de crédits aux entreprises repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation de dossiers supérieurs à 150 K€ est réalisée par un chargé d'études, les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels experts et d'analyses de bilans par des spécialistes métiers.

Par application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07, qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses :

- les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
  - lorsque la contrepartie à plus de 90 jours d'impayés consécutifs ou lorsqu'il est en période probatoire pendant 90 jours sans impayés
  - lorsqu'il existe une saisine de surendettement
  - lorsque le contrat est restructuré avec un impayé de + 30 jours consécutifs durant sa période de surveillance ou en défaut au moment de la restructuration
  - lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré
  - lorsqu'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. L'identification intervient à la déchéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

Les créances ont, le cas échéant, été minorées par voie de dépréciations pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

En crédit à la consommation, les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus des observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée de recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats. Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et ils font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas en contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain. Ces derniers dossiers font aussi l'objet d'une actualisation des espérances de récupération.

Le groupe Franfinance applique les directives établies par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut au moment de la restructuration : seront mis en période de forçage (période de probation) d'une durée minimale de 12 mois en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours en sain restructuré : A l'issue de la période de probation, une période de surveillance est appliquée durant 24 mois. Tout impayé de + 30 jours entraîne un retour en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours sains au moment de la restructuration : seront mis en période de surveillance.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les clients douteux et douteux compromis entreprises sont dépréciés individuellement à dire d'expert si la créance est de montant supérieur à 15 K€ et sinon statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée. Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur caractère irrécouvrable est prononcé. Celui-ci peut être déclaré dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Comme évoqué au paragraphe « Changement de méthode comptable », s'agissant des créances saines, sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements et afin de fournir une meilleure information au regard de son activité, le groupe Franfinance comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit que le groupe Franfinance s'attend à subir à l'horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente, ainsi que des scénarios macro-économiques. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Par ailleurs, l'identification, au sein d'un portefeuille homogène de crédits, d'une dégradation significative du risque de crédit, donne lieu à l'enregistrement d'une provision à hauteur des pertes de crédit que le groupe Franfinance s'attend à subir à maturité sur ces encours.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents jusqu'à la maturité des instruments. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des instruments financiers concernés et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Les variations des provisions collectives pour risque de crédit ainsi calculées sont enregistrées en Coût du risque.

Remarques concernant l'identification d'une dégradation significative du risque de crédit :

Pour identifier les encours faisant l'objet d'une provision collective pour risque de crédit, l'augmentation significative du risque de crédit est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (scores comportementaux, indicateurs de type « loan to value », scénarios de prévisions macro-économiques, etc.).

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit tient compte des éléments suivants :

1<sup>er</sup> critère : l'existence d'une restructuration risque dans les 12 derniers mois ;

2<sup>e</sup> critère : l'évolution de la probabilité de défaut contrat par contrat entre la date d'octroi et la date de clôture ;

3<sup>e</sup> critère : l'existence d'impayés de plus de 30 jours.

La satisfaction d'un seul de ces critères suffit à provisionner un contrat sur une base collective.

### Opérations de crédit-bail et assimilées

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées et de location simple. Les opérations de location assimilées au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir déduction faite des intérêts compris dans les loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement. La contagion externe est appliquée sur les encours des clients communs avec les entités du Groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis sont dépréciés individuellement à dire d'expert si la créance est de montant supérieur à 15 K€ et sinon statistiquement. Les récupérations provisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

### Immobilisations financières et valeurs mobilières

Il a été appliqué pour les valeurs mobilières, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, l'instruction 94-07 de la Commission Bancaire ainsi que les prescriptions du Titre 3 au Livre II du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui reprend le règlement n° 90-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire. Conformément à ces textes, les titres sont répartis, le cas échéant, en titres d'investissement, de placement ou de transaction.

Les titres de participation, les autres titres immobilisés, ainsi que les valeurs mobilières de placement ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, ou à leur valeur réévaluée, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces titres ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de dotation pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice, sauf pour les titres d'investissement qui restent à leur valeur historique.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les plus ou moins-value de cession de titres de participation sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat. Il n'a pas été transféré de titres d'une catégorie comptable à une autre durant l'année 2024.

### Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'entrée majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Immobilisations des études informatiques : les prestations d'études informatiques réalisées par des entreprises externes et par le personnel sont comptabilisées en frais généraux ou en immobilisations en fonction de la nature des travaux effectués, à savoir :

Frais généraux	Immobilisations
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pilotage/ coordination</li> <li>• Etudes préalables et analyse fonctionnelle (conception générale de l'application)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse organique (conception détaillée)</li> <li>• Développement de l'application</li> <li>• Tests et jeux d'essai (y compris recette et homologation)</li> <li>• Documentation technique et documentation des utilisateurs</li> </ul>

### **Amortissements**

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des biens selon la méthode linéaire ou dégressive. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Immeubles : 40 ans
- Agencements et aménagements : 8 et 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 ans à 15 ans
- Matériel et outillage : 4 ans à 6 ans
- Matériel de transport : 4 ans à 8 ans
- Matériel informatique : 4 à 5 ans
- Logiciels : 2 à 4 ans
- Projets informatiques : 3 à 5 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière s'élevait à 699.121 K€ à l'ouverture et à 690.527 K€ au 31/12/2024.

### **Suramortissement fiscal**

Franfinance Location et Fenwick Lease bénéficient du suramortissement fiscal exceptionnel de 140 % issu de la loi de finance 2016. Ce suramortissement crée lors de l'acquisition initiale de l'actif une différence temporaire, qui sauf exception, donne lieu à la comptabilisation d'impôts différés. Selon la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, dans les comptes consolidés, l'économie future d'impôt liée au suramortissement peut-être, au choix, reconnue au fur et à mesure de son obtention sur la durée d'utilisation de l'actif ou immédiatement et en totalité à la date de l'investissement. Pour les entités du groupe Franfinance aucun impôt différé actif n'est constaté lors de l'acquisition. L'économie fiscale est étalée sur la durée d'utilisation de l'actif.

### **Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou d'après leur nature : dettes à vue (comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés parmi les dettes subordonnées. Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **Dettes subordonnées**

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les intérêts courus à payer sur dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **Opérations sur les instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture, portant sur les instruments financiers, sont enregistrées conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-04 de la Commission Bancaire et des prescriptions du Livre 2 au Titre 5 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue aux règlements n° 88-02 et 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Aucun engagement relatif à des opérations sur instruments financiers n'est inscrit dans les comptes de hors bilan à la clôture de l'exercice puisque FRANFINANCE ne gère pas de telles opérations sur instruments financiers à terme en 2024.

## Frais de personnel

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle comprend les montants de la participation des salariés et de l'intéressement se rattachant à l'exercice.

Tout salarié, ainsi que le salarié qui a quitté l'entreprise mais qui bénéficie au titre de l'exercice concerné du droit à participation et intéressement, pourra, dans les quinze jours suivant la communication afférente, affecter tout ou partie de la part de participation et d'intéressement lui revenant au Plan d'Epargne Groupe. Le versement entraîne adhésion au règlement du plan concerné. Il est complété par un abondement de Franfinance conformément au règlement du Plan d'Epargne Groupe. Les montants investis dans le plan sont bloqués pendant cinq ans, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé, et sont exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale.

Franfinance accorde à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le régime de retraite national AGIRC- ARRCO à cotisations définies (dont le régime fonctionne par répartition) et des indemnités de fin de contrat de travail,
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail.

### Avantages postérieurs à l'emploi

Les cotisations définies versées par FRANFINANCE au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux constituent des charges de l'exercice.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. FRANFINANCE applique la recommandation de l'ANC 2013-02 qui permet à une entreprise faisant partie d'un groupe établissant ses comptes consolidés en IFRS d'évaluer et de comptabiliser les avantages postérieurs à l'emploi de manière similaire à la norme IAS 19 Révisée. La recommandation ANC n° 2013-02 révisée offre la possibilité d'étaler l'engagement sur la période qui précède l'âge de départ en retraite, permettant d'atteindre le plafond. FRANFINANCE applique cette méthode depuis l'exercice 2021.

### Avantages à long terme

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les médailles du travail, elle est évaluée avec la même méthode des unités de crédit projetées.

Le montant global des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, à l'ensemble des membres des organes de direction à raison de leurs fonctions s'élève à 847 K€. Il n'est pas prévu d'allouer de jetons de présence au titre de 2024 aux membres du conseil d'administration. Aucune avance, ni crédit n'a été consenti aux membres des organes de direction et d'administration.

## Provisions pour risques

Par application du règlement ANC n° 2014-03, qui abroge le règlement n° 2000-06 du CRC, et qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture

Les provisions liées aux engagements envers le personnel sont décrites au paragraphe : Frais de personnel.

## Charge fiscale

Les sociétés FRANFINANCE et FRANFINANCE LOCATION sont entrées dans le périmètre d'intégration fiscale de la SOCIETE GENERALE le 01/01/95, FENWICK LEASE le 01/03/2004, DISPONIS le 01/01/2005, FRANFINANCE LA REUNION le 01/01/2011 et CEGELELEASE le 01/01/2019. Pour ces entités juridiques, le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté au titre dudit exercice.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés pour 2024 est de 25,0 % du bénéfice fiscal, auquel s'ajoute une contribution sociale additionnelle de 3,3 % sur la part de l'IS qui excède 763.000 €.

## Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net part du groupe, attribuable aux actionnaires, par le nombre d'actions.

### Note II. – Evolution du périmètre

Le périmètre de consolidation comprend six sociétés au 31 décembre 2024, avec la sortie des sociétés SAGEMCOM LEASE et SOGEFINANCEMENT du périmètre de consolidation au cours de l'exercice écoulé.

Le périmètre de consolidation du Groupe Franfinance est le suivant à la clôture de l'exercice 2024 :

- Sociétés consolidées par intégration globale : Franfinance, Franfinance Location, Franfinance La Réunion, Disponis, Fenwick Lease et Cegelease.
- En outre, Franfinance intègre dans ses comptes consolidés le Fonds commun de titrisation Red & Black Consumer 2013.

La titrisation, lancée le 08 octobre 2013, puis renouvelée en septembre 2016, en octobre 2020 et enfin en octobre 2024, pour quatre années, consiste à céder des créances Franfinance au FCT spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « senior » pour un montant de 2.600 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux fixe de 1 %,
- des parts dites « junior » pour un montant de 755 M€, souscrites par Franfinance,
- deux parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Franfinance, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédé.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale. De ce fait, Franfinance conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossé de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche « senior ».

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne autoportée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation, ce qui justifie la consolidation du FCT dans Franfinance.

Le montant du portefeuille titrisé à la clôture 2024 est de 3,355 Md €.

Les deux variations du périmètre de consolidation de Franfinance sont :

- Sortie de périmètre de la société Sagemcom Lease, détenue antérieurement à 100 % par Franfinance et consolidée par intégration globale. La société a fait l'objet d'une TUP dans Franfinance en date du 31 mai 2024. Un boni de confusion a été constaté sur cette opération, à hauteur de 14.95 M€, constaté en autres produits d'exploitation.
- Sortie du périmètre de la société Sogefinancement, auparavant mise en équivalence à hauteur de 4,038 % à la clôture 2023, par fusion absorption dans la Franfinance SA, en date du 01 juillet 2024, avec un effet rétroactif comptable au 01/01/2024.

La fusion absorption de Sogefinancement par Franfinance s'est traduite par la création de 10.722.138 titres Franfinance, pour un montant de 171.55 M€, intégralement souscrits par Société Générale Personne morale. A l'issue de l'opération, le capital social de Franfinance est détenu par SGPM à hauteur de 84,54 % et par SG Financial Services Holding pour 15,45 %.

Par ailleurs, la fusion s'accompagne d'une prime de fusion d'un montant de 1.260,29 M€, incluant un boni de fusion de 57,35 M€.

Par cette opération, Franfinance SA, qui conserve son activité historique de distributeur spécialisé dans le crédit à la consommation et le crédit-bail, a désormais la charge de la distribution bancaire du réseau France de Société Générale. FRANFINANCE SA est sous la supervision de la direction du Réseau France - SGRF - de la Société Générale.

Lorsque les variations des postes au bilan ou au compte de résultat ont été significatives du fait de la fusion, les notes annexes aux comptes consolidés incluent les montants de clôture 2023 de Sogefinancement, pour faciliter la comparaison. Les notes annexes concernées sont les notes 3, 4, 9, 10, 12, 13, 14, 23, 25, 26, 27 et 29.

Les sociétés tunisiennes TASSHIL et KHADAMET, non consolidées, sont en cours de liquidation.

Les sociétés CFC Services et Eurofarmat, détenues à 100 %, ainsi que la SA Concilian détenue à 49 %, ne sont pas consolidées car présentant une activité peu significative au 31/12/2024.

### Note III. – Changement de méthode comptable

Sur une base volontaire, le groupe Franfinance a décidé de comptabiliser les pertes attendues sur encours sains (B1) et sur encours sains dégradés (B2) dans ses comptes consolidés à compter du 01/01/2024.

Il s'agit d'une méthode de comptabilisation optionnelle, qui est une méthode de référence généralement souscrite par le secteur bancaire. En particulier, il s'agit d'une méthode préférentielle au sein du Groupe Société Générale.

Enfin, cette méthode était déjà appliquée par la société Sogefinancement en 2023, préalablement à son absorption par Franfinance SA. La méthode comptable pratiquée est donc harmonisée pour l'ensemble des sociétés du groupe Franfinance à compter de l'exercice 2024.

Cette présentation comptable permet donc de fournir une meilleure information dans les états financiers consolidés.

Comme les sociétés du périmètre de consolidation ne comptabilisaient jusqu'alors aucune provision ou dépréciation sur les encours non-douteux, alors la mise en œuvre de la reconnaissance des pertes de crédit attendues (B1 et B2) constitue un changement de méthode comptable avec reconnaissance en capitaux propres des effets de première application.

Pour rappel, les provisions B1 représentent les pertes attendues à horizon de 1 an et les provisions B2 résultent d'une dégradation significative du risque de crédit et représentent les pertes attendues à terminaison.

L'adoption de ce changement de méthode implique les traitements comptables suivants :

- Enregistrement en diminution des créances des dépréciations B1/B2, avec impact en fonds propres d'ouverture,
- Les dotations et reprises se font ensuite en résultat, en coût du risque,
- Pour l'activité de crédit-bail, comme pour l'activité crédit classique, normativement, le calcul des provisions B1/B2 est établi sur base des encours financiers
- Un impôt différé sur ces différences temporaires est enregistré dans les comptes consolidés

L'impact de ce changement de méthode à l'ouverture de l'exercice est de 62.085 K€ net d'impôts différés, en diminution des réserves consolidées.

La ventilation de l'impact net d'impôts différés par activité est le suivant :

- Crédits consommation clientèle particuliers : 32.381 K€, dont 32.087 K€ de Franfinance FAP et 294 K€ de Franfinance La Réunion
- Opération de crédit-bail et location financière : 29.704 K€, dont 17.528 K€ de Franfinance Location, 1.176 K€ de Fenwick Lease et 11.000 K€ de Franfinance

### Note IV. – Fait marquant de l'exercice

A la suite du test annuel de dépréciation de l'écart d'acquisition d'un montant de 61.7 M€ de la filiale Cegelease, ce dernier a fait l'objet d'une dépréciation de 24.6 M€, correspondant à la différence entre, d'une part, la somme de l'écart d'acquisition et des fonds propres de la filiale Cegelease au 31/12/2024, et la valorisation retenue pour le test de dépréciation. Le montant de 24.6 M€ se décompose comme suit :

- Une charge exceptionnelle de 9.9 M€, qui a pour origine une correction d'erreur sur la dépréciation de l'écart d'acquisition de Cegelease au titre de l'exercice 2023,
- Un complément de dépréciation comptabilisé sur l'exercice 2024 dans le poste dotation aux dépréciations des écarts d'acquisition, pour un montant de 14.7 M€.

### Note 3. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Créances à vue	183 472	50 887	204 504
Créances à terme	4 409 399	562 522	4 295 104
Créances rattachées	24 540	2 160	34 810
Total	4 617 411	615 569	4 534 418



## Note 4. – Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024			Franfinance 2023			Sogefinancement 2023		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales									
Autres concours à la clientèle :	9 884 833	493 979	9 390 854	2 159 898	102 300	2 057 598	7 693 311	462 128	7 231 183
Crédits à la clientèle	8 886 201		8 886 201	1 933 902		1 933 902	6 985 808		6 985 808
Créances douteuses	483 071	184 032	299 039	115 415	52 049	63 366	351 351	248 573	102 778
Créances douteuses compromises	486 206	309 947	176 259	90 607	50 251	40 356	347 691	213 555	134 136
Créances rattachées	29 355		29 355	19 974		19 974	8 461		8 461
Comptes débiteurs de la clientèle :	859		859	1 237		1 237	0	0	0
Comptes débiteurs	859		859	1 237		1 237	0		0
Créances rattachées	0		0	0		0	0		0
Total	9 885 692	493 979	9 391 713	2 161 135	102 300	2 058 835	7 693 311	462 128	7 231 183

## Dépréciations des créances douteuses sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2023	Dotations	Reprises	Fusion	2024
Créances douteuses (1)	52 049	168 465	160 479	123 997	184 032
Créances douteuses compromises	50 251	285 815	239 674	213 555	309 947
Total	102 300	454 280	400 153	337 552	493 979

(1) Les pertes constatées en 2024 s'élèvent à 61 773 K€ contre 28 782 K€ en 2023

## Note 5. – Opérations de crédit-bail et de location assimilées

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Crédit bail mobilier et assimilé :	491 526	21 883	469 643	494 715	17 590	477 125
Opérations de crédit bail mobilier	416 257		416 257	433 194		433 194
Créances douteuses	51 618	17 478	34 140	38 410	13 418	24 992
Créances douteuses compromises	9 545	4 405	5 140	6 645	4 172	2 473
Créances rattachées	14 106		14 106	16 466		16 466
Locations et assimilées	2 108 085	74 240	2 033 845	2 193 083	61 223	2 131 860
Opérations de location et assimilées	1 937 599		1 937 599	2 033 600		2 033 600
Créances douteuses	100 872	54 421	46 451	113 630	48 463	65 167
Créances douteuses compromises	30 915	19 819	11 096	21 221	12 760	8 461
Créances rattachées	38 699		38 699	24 632		24 632
Total	2 599 611	96 123	2 503 488	2 687 798	78 813	2 608 985

## Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et assimilées

(En milliers d'euros.)	2023	Dotations	Reprises	2024
Crédit bail mobilier et assimilé	17 590	10 737	6 444	21 883
Créances douteuses	13 418	8 789	4 729	17 478
Créances douteuses compromises	4 172	1 948	1 715	4 405
Locations et assimilées	61 223	38 187	25 171	74 240
Créances douteuses	48 463	26 333	20 375	54 421
Créances douteuses compromises	12 761	11 854	4 796	19 819
Total	78 813	48 924	31 615	96 123

## Note 6. – Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	% détenu	Capitaux propres sociaux autres que capital hors provisions réglementées et avant affectation du résultat	Capitaux propres financiers autres que capital et avant affectation du résultat	Résultat 2024	Valeur comptable des titres détenus		
					Brute 2024	Nette 2024	Nette 2023
- CONCILIAN SA	49,00 %	7	789	2 553	7	7	7
- KHADAMET (en cours de liquidation) (1)	89,00 %	2 693	0	0	2 693	0	0
- TASSHIL SA (en cours de liquidation)	34,98 %	369	0	0	369	0	0
- CFC SERVICES	100,00 %	3 636	2 506	738	3 636	2 506	2 197
- EUROFARMAT	100,00 %	66	66	122	211	211	211
Total					6 916	2 724	2 415

(1) Dernières données connues : 2018

## Note 6. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2024	2023
- CFCS	545	
- EUROFARMAT	70	50
Total	615	50

## Note 7. – Participations dans les entreprises mises en équivalence

(En milliers d'euros.)	% de contrôle	Activité	Quote-part actif net après résultat au 31/12/24	Quote-part du Groupe dans le résultat au 31/12/24	Quote-part du Groupe dans les réserves au 31/12/24	Quote-part actif net après résultat au 31/12/23	Quote-part du Groupe dans le résultat au 31/12/23	Quote-part du Groupe dans les réserves au 31/12/23
Sociétés financières :								
- SAS SOGEFINANCEMENT	4,038 %	Crédit	0	0	0	62 291	2 832	58 890
Total			0	0	0	62 291	2 832	58 890

SOGEFINANCEMENT a fusionné avec FRANFINANCE au 01/07/2024, avec effet rétroactif au 01/01/2024

## Note 8. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions	Diminutions / Cessions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2024	Amortissements au 31/12/2024	Valeur nette comptable 31/12/2024	Valeur nette comptable 31/12/2023
Immobilisations incorporelles								
Fonds commercial	0				0		0	0
Droit au bail	0				0		0	0
Logiciels, frais études informatiques	66 693			11 945	78 638	60 951	17 687	16 442
Autres	56 717	10 120		-9 240	57 597	42 884	14 713	16 296
Sous-total	123 410	10 120	0	2 705	136 235	103 835	32 400	32 738
Immobilisations corporelles								
Terrains, immeubles	24				24	22	2	2
Agencements et aménagements	5 799	21		1 643	7 463	7 010	453	3 129
Matériel et mobilier de bureau	5 947	26		-1 658	4 315	3 940	375	3 772
Sous-total	11 770	47	0	-15	11 802	10 972	830	6 903
Total	135 180	10 167	0	2 690	148 037	114 807	33 230	39 641

A la suite du déménagement du siège SPRING, les amortissements accélérés pratiqués au 31/12/2024 s'élèvent à 5.174 K€

## Note 9. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Fournisseurs débiteurs	149	411	
Etat, impôts et taxes (1)	30 292	13 828	37
Groupe et associés (2)	19 691	23 643	
Débiteurs divers (3)	8 573	17 446	1 259
Total	58 705	55 328	1 296

(1) Crédit de TVA de 30.081 K€ en 2024 contre 8.817 K€ en 2023.  
(2) IS dû par la SG 7.271 K€ en 2024 contre 13.726 K€ en 2023  
(3) Assurances SOGEFINANCEMENT 2023

## Note 10. – Comptes de régularisation - Actif

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Produits à recevoir (1)	35 095	5 932	16 822
Provision pour Impôts différés Actif (2)	40 911	33 321	34 646
Charges constatées d'avance	11 161	6 745	
Divers	1 209	10	
Total	88 376	46 008	51 468

(1) dont 16.700 K€ sur les assurances Sogefinancement en 2023  
(2) Ventilation des provisions pour impôts différés actif

(En milliers d'euros.)	2024	2023
- Amortissements réputés différés		
- Différences temporaires	40 911	33 321
Total	40 911	33 321

## Note 11. – Emplois ventilés selon la durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir au 31/12/2024					Total
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créances sur les établissements de crédit	562 684	423 549	116 545	1 650 836	1 863 798	4 617 412
- A vue	183 472					183 472
- A terme	379 212	423 549	116 545	1 650 836	1 863 798	4 433 940
- Créances rattachées						0
Créances sur la clientèle	1 036 910	2 443 331	2 324 809	2 817 768	617 473	9 240 291
- Autres concours à la clientèle	1 036 051	2 443 331	2 324 809	2 817 768	617 473	9 239 432
- Comptes débiteurs de la clientèle	859					859
Total	1 599 594	2 866 880	2 441 354	4 468 604	2 481 271	13 857 703

## Note 12. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Dettes à vue	122 183	19 348	145 725
Dettes à terme	11 945 975	4 561 561	7 462 418
Dettes rattachées	71 914	36 054	20 316
Total	12 140 072	4 616 963	7 628 459

## Note 13. – Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Autres dettes à vue	8 641	7 608	1 120
Autres dettes à terme	142	218	0
Dettes rattachées	0	0	0
Total	8 783	7 826	1 120

## Note 14. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	0		0
Parts senior FCT Red&Black Consumer Finance 2013	2 600 000		2 600 000
Dettes rattachées	854		512
Total	2 600 854	0	2 600 512

## Note 15. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Dettes fournisseurs	26 727	15 987	
Fournisseurs, Effets à payer	0	0	
Etat, impôts et taxes	39 168	19 695	25 906
Organismes sociaux	2 835	2 540	
Dépôts de garantie	1 083	1 287	
Assurances	15 453	1 758	
Groupe et associés	30 144	7 145	3 123
Créditeurs divers	50 791	27 633	9 711
Total	166 201	76 045	38 740

(2) IS dû à la SG 27.410 K€ en 2024 contre 5.852 K€ en 2023

## Note 16. – Comptes de régularisation - Passif

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Produits constatés d'avance	32 600	32 396	899
Charges à payer frais généraux	48 063	30 304	395
Provisions pour impôts différés (1)	133 080	187 814	
Provisions pour congés payés	11 588	9 061	
Provision pour participation et intéressement	4 434	2 498	
Divers	44 943	15 746	54 977
Total	274 708	277 819	56 271

(1) Ventilation des provisions pour impôts différés passif

(En milliers d'euros.)	2024	2023
- Réserves latentes	178 363	180 583
- Amortissements réputés différés		
- Différences temporaires	-45 283	7 230
Total	133 080	187 813

## Note 17. – Ecart d'acquisition

(En milliers d'euros.)	Brut 2023	Correction erreur (1)	Net 2023 corrigé	Brut 2024	Dotation aux dépréciations 2024 (2)	Net 2024
Ecart d'acquisition positif	61 667	9 946	51 721	61 667	14 654	37 067
Total	61 667	9 946	51 721	61 667	14 654	37 067

L'écart d'acquisition constaté en 2023 provient de la première consolidation de la société CEGELELEASE. Cet écart d'acquisition n'est pas affecté à un groupe d'actifs de l'entité mais rapporté à la situation nette de l'entité. Il n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test annuel de dépréciation.

(1) Une charge exceptionnelle de 9.946 K€ sur l'écart d'acquisition Cegelease a été enregistrée en 2024 au titre d'une correction d'erreur de l'exercice 2023.

Ce montant correspond à la différence entre la valorisation estimée de l'entité à fin 2023 selon la méthode DDM et la somme de l'écart d'acquisition et des

capitaux propres de Cegelease au 31/12/2023, qui aurait dû être comptabilisé au cours de l'exercice 2023.

Le poste du bilan 2023 affecté par cette correction d'erreur est l'écart d'acquisition brut.

(2) La dépréciation de 14.654 K€ de l'écart d'acquisition Cegelease enregistrée en 2024 correspond à la différence entre la valorisation estimée de l'entité à fin 2024 et la somme de l'écart d'acquisition net à fin 2023 et des capitaux propres de Cegelease au 31/12/2024.

## Note 18. – Provisions

	2023	Dotations	Reprises provisions	Changement de méthode	Fusion	2024
Provisions pour avantages sociaux (1)	8 098	1 368	1 045	0	0	8 421
Provisions B1/B2 sur encours bilan et hors bilan sains	0	186 163	187 221	72 716	131 227	202 885
Autres provisions	4 237	3 184	2 281	0	0	5 140
Total	12 335	190 715	190 547	72 716	131 227	216 446

(1) Les provisions pour avantages sociaux intègrent :

- une provision de 5 176 K€ au 31/12/2024 contre 4 446 K€ au 31/12/2023 pour couvrir les indemnités de fin de carrière.

- une provision de 1 719 K€ au 31/12/2024 contre 1 657 K€ au 31/12/2023 pour couvrir les médailles du travail.

Les provisions ont été évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées :

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu sur la France est de 3,25 % contre 4,11 % en 2023
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation retenu est de 3,18 % contre 4,07 % en 2023

Le poste Changement de méthode est alimenté par la reprise du stock de provisions B1 B2 sur les encours sains bilan et hors-bilan

## Note 19. – Evolution des capitaux propres et des intérêts minoritaires

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2022	Solde au 31/12/2023	Bénéfice 2023	Distribution dividendes (4)	Autres variations	Solde au 31/12/2024
Capital et primes d'émission (3)						
Capital social	31 358	31 358			171 554	202 912
Primes d'émission	91 495	91 495			666 569	758 064
	122 853	122 853	0	0	838 123	960 976
Réserves consolidées et réserves de réévaluation						
	439 861	460 795	-23 896	-666 943	547 295	317 251
	562 714	583 648	-23 896	-666 943	547 295	1 278 227
Bénéfice part du groupe	39 957	-23 896	23 896		47 424	47 424
Situation nette Part groupe	602 671	559 752	0	-666 943	594 719	1 325 651
Intérêts minoritaires						
Part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres	0	0				0
Bénéfice part des tiers	0	0				0
Situation nette minoritaires	0	0	0	0	0	0
Nombre d'actions	1 959 861	1 959 861				12 681 999
Résultat net par action en euros (1)	20,39	-12,19				3,74
Résultat net, part du Gpe, par action en € (2)	20,39	-12,19				3,74

(1) le résultat net par action correspond au bénéfice (part du groupe et part des tiers) divisé par le nombre d'actions.

(2) le résultat net part du groupe par action correspond au bénéfice part du groupe divisé par le nombre d'actions.

(3) les autres variations comprennent l'impact :

- La création de 10.722.138 titres Franfinance suite fusion pour 171.554 K€

- La constitution d'une prime de fusion de 1.261.872 K€, incluant le boni de fusion de 57.886 K€, suivie de la distribution d'un dividende exceptionnel de 599.858 K€ fin novembre 2024 prélevé sur les réserves à hauteur de 6.141 K€ et 593.717 K€ sur la prime de fusion

- Et 1.048 K€ issu de la fusion avec Sogefinancement  
 (4) la distribution de dividendes comprend :  
 - La distribution du dividende exceptionnel pour 599.858 K€  
 - La distribution du dividende Franfinance au titre de 2023 pour 58.796 K€  
 - La distribution du dividende ex Sogefinancement au titre de 2023 pour 8.292 K€

### Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 959 861	10 722 138		12 681 999	16 €

Note 20. – Ressources ventilées selon la durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir au 31/12/2024					Total
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes sur les établissements de crédit	1 434 309	3 139 706	2 918 498	3 818 225	829 334	12 140 072
- A vue	122 183					122 183
- A terme	1 297 241	3 116 154	2 905 723	3 801 521	825 336	11 945 975
- Dettes rattachées	14 885	23 552	12 775	16 704	3 998	71 914
Comptes créditeurs de la clientèle	8 648	21	33	81	0	8 783
- A vue	8 641					8 641
- A terme	7	21	33	81		142
Dettes représentées par un titre	854			1 260 412	1 339 588	2 600 854
Total	1 443 811	3 139 727	2 918 531	5 078 718	2 168 922	14 749 709

Note 21. – Engagements

### Engagements donnés

(En milliers d'euros.)	Total 31/12/2024	Au profit de :				Autres
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	
Engagements en faveur de la clientèle	1 818 049					1 818 049
Engagements de garantie (1)	128 095					128 095
Engagements sur titres à livrer						
Total	1 946 144	0	0	0	0	1 946 144

(1) Engagement de garantie donnés à La Banque Postale Leasing & Factoring

### Engagements reçus

(En milliers d'euros.)	Total 31/12/2024	Accordés par :				Autres
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	
Engagements de financement	377 751					377 751
Engagements de garantie (1)	438 878					438 878
Total	816 629	0	0	0	0	816 629

(1) dont 238 M€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur les opérations SGEF Vendor Desk

Note 22. – Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

FRANFINANCE et les entités incluses dans le périmètre de consolidation du groupe FRANFINANCE, n'ont pas réalisé de transactions avec des parties liées relevant des termes du règlement ANC n°2010-05

Note 23. – Produits et charges d'intérêts

Opérations avec les établissements de crédits (En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Opérations avec les banques centrales, les Comptes Courants Postaux et les établissements de crédit	96 153	10 074	27 688
Total des produits (1)	96 153	10 074	27 688
Opérations avec les banques centrales, les Comptes Courants Postaux et les établissements de crédit	-332 638	-80 113	-140 406
Total des charges (2)	-332 638	-80 113	-140 406
Total net des opérations avec les établissements de crédit	-236 485	-70 039	-112 718
(1) dont intérêts courus à recevoir de 2.160 K€ en 2023 et 24.540 K€ en 2024			
(2) dont intérêts courus à payer de 36.054 K€ en 2023 et 71.914 K€ en 2024			

Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Autres concours à la clientèle	479 641	89 728	296 327
Total des produits (1)	479 641	89 728	296 327
Autres dettes envers la clientèle	-5 597	-32	-5 665
Total des charges	-5 597	-32	-5 665
Total net des opérations avec la clientèle	474 044	89 696	290 662
(1) dont intérêts courus à recevoir 29.355 K€ en 2024			

Obligations et titres à revenu fixe (En milliers d'euros.)	2024	2023
TCN émis	0	-496
Total des charges	0	-496
Total net des opérations sur obligations et titres à revenu fixe	0	-496

Autres intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Gains sur instruments de taux			
Total des produits	0	0	0
Autres dettes représentées par des titres - Parts senior Red&Black CF 2013	-16 793		-15 597
Total des charges	-16 793	0	-15 597
Total net des autres intérêts et charges assimilées	-16 793	0	-15 597

Total des produits	575 794	99 802	324 015
Total des charges	-355 028	-80 641	-161 668
Produits nets d'intérêts	220 766	19 161	162 347

Note 24. – Produits nets des opérations de crédit-bail et de location

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Crédit-bail mobilier et assimilé	19 879	18 158
Locations et assimilées	110 883	95 984
Total	130 762	114 142

Note 25. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Produits des commissions	85 410	25 505	55 036
Charges des commissions (1)	-38 196	-7 301	-28 871
Produits nets de commissions	47 214	18 204	26 165
(1) dont 3.739 K€ de commissions versées en 2024 à SG et SGEF dans le cadre de la convention Vendor Desk.			

## Note 26. – Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Refacturations à SGEF SA	1 136	949	
Refacturations à STAR LEASE	5 070	3 614	
Refacturations à PMCF	366	356	
Refacturations à SOGEFINANCEMENT	0	15 304	
Refacturations à SOGELEASE	9 517	6 925	
Refacturations à SOCIETE GENERALE	5 133	7 864	
Boni TUP SAGEM	14 950	0	
Autres produits	17 901	16 446	165
Total autres produits	54 073	51 458	165
Autres charges d'exploitations bancaires (1)	-1 621	-2 756	109
Total autres charges	-1 621	-2 756	109
Produits nets d'exploitations bancaires	52 452	48 702	274

(1) Litige débiteurs divers risque opérationnel en 2023 et en 2024

## Note 27. – Charges générales d'exploitation

Frais de personnel (En milliers d'euros.)	2024	2023
Montant de la masse salariale	51 357	49 450
Autres charges sociales et fiscales (1)	28 591	25 828
Participation et intéressement	2 611	903
Total	82 559	76 181

(1) le montant des cotisations définies versées au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux s'élève à 8 190 K€ en 2024 contre 7 953 K€ en 2023

Conformément à l'article L.225-43 du code du commerce, aucun crédit ou avance n'a été alloué aux dirigeants.

Frais administratifs (En milliers d'euros.)	2024	Franfinance 2023	Sogefinancement 2023
Impôts et taxes	4 890	3 717	854
Locations et charges locatives	10 235	9 770	
Honoraires (1)	27 157	16 023	78
Affranchissement, téléphone	5 825	2 872	2 772
TVA non récupérable	9 317	5 761	4 598
Prestations de services extérieurs (2)	49 124	51 500	55
Frais de marketing (frais de publicité, de missions, réceptions,...)	4 932	5 729	
Autres	4 431	4 380	
Total	115 911	99 752	8 357

(1) Les honoraires des CAC s'élèvent en 2024 à 1.152 K€ dont 479 K€ sur FRANFINANCE, 41 K€ sur FENWICK LEASE, 28 K€ sur FRANFINANCE LOCATION, 14 K€ sur Franfinance La Réunion, 55 K€ sur CEGELEASE et 9 K€ sur DISPONIS

Le règlement de l'indemnité de résiliation de SPRING est de 8.700 K€

(2) Les refacturations du groupe Société Générale s'élèvent à 24.4 M€ en 2024 (dont 13.3 M€ de prestations externalisées chez RESG/GTS) contre 17.6 M€ en 2023 (dont 13.7 M€ de prestations externalisées chez RESG/GTS)

## Note 28. – Ventilation de l'effectif moyen

Catégories de salariés	2024		2023	
	Personnel Salaire	Personnel mis à disposition de l'entreprise	Personnel Salaire	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	620	68	533	64
Agents de maîtrise	88	7	86	8
Techniciens	270	0	310	0
Total	978	75	929	72



## Note 29. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2024		Franfinance 2023		Sogefinancement 2023	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-112 591		-40 349		-74 844	
Dotations aux dépréciations sur clients douteux et débiteurs divers douteux	-501 805	-4 499	-118 828	-1 346	-194 823	-583
Reprises de dépréciations sur clients douteux et débiteurs divers douteux (1)	429 829	3 397	119 491	940	301 391	1 367
Dotations aux dépréciations sur clients sains B1	-73 977	-6 394	0	0	-88 267	-4 249
Dotations aux dépréciations sur clients sains dégradés B2	-100 246	-9 561	0	0	-153 478	-2 395
Reprises de dépréciations sur clients sains B1	77 675	6 424	0	0	87 768	3 088
Reprises de dépréciations sur clients sains dégradés B2	108 072	9 392	0	0	43 129	2 523
Profits sur clients	30 509		15 592		16 258	
Total	-142 534	-1 241	-24 094	-406	-62 866	-249

(1) La reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque pour 21 589 K€ en 2024 contre 6 519 K€ en 2023

## Note 30. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Plus-values sur immobilisations financières (1)	319	304
Moins-values sur immobilisations financières		0
Plus- values nettes sur titres de participations	319	304
Plus-values sur immobilisations incorporelles		
Moins-values sur immobilisations corporelles		
Plus-values sur immobilisations corporelles		
Plus- values nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Total plus- values nettes sur actifs immobilisés	319	304

(1) Reprise de provision sur les titres CFCS pour 319 K€ en 2024 contre 304 K€ en 2023

## Note 31. – Charge fiscale

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Charge fiscale courante	-20 351	10 558
Charge fiscale différée	-119	-7 183
Prov risques & charges contrôle fiscal		0
Total	-20 470	3 375

## Composition de la charge fiscale différée

(En milliers d'euros.)	2024	2023
ID s/ différences temporaires	-119	-7 183
ID s'étranger	0	0
Reports déficitaires	0	0
Total	-119	-7 183

## Rationalisation du taux effectif groupe

	2024	2023
Résultat courant avant impôt	92 494	-7 301
- Résultat des sociétés mises en équivalence	0	2 832
Base	92 494	-4 469

Taux d'impôt théorique	25,830 %	25,830 %
1. Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	25,830 %	25,830 %
2. Différences permanentes	-3,370 %	-45,600 %
3. Effets des pertes de l'exercice non déductibles et des sociétés bénéficiaires sans impôt		
4. Actualisation du taux d'ID passant de 34,43 % à 25,83 % à la suite de la Loi de Finances 2018		0,080 %
5. Déduction fiscale exceptionnelle en faveur de l'investissement (1)	0,300 %	15,820 %
6. Autres éléments nets	-4,670 %	0,098 %
Taux Réel	18,090 %	-3,772 %

(1) Détail de la base en milliers d'euros :

Sociétés / Années	2024	2023
Fenwick Lease	109	564
Franfinance Location	964	1 060
Total	1 073	1 624

### Compte de résultats consolidés par zone géographique 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	France	Etranger zone Euro	Etranger hors zone Euro	Total
Intérêts et produits assimilés	575 794	0	0	575 794
+ Opérations avec les établissements de crédit	96 153			96 153
+ Opérations avec la clientèle	479 641			479 641
+ Autres intérêts et produits assimilés	0			0
Intérêts et charges assimilés	-355 028	0	0	-355 028
- Opérations avec les établissements de crédit	-332 638			-332 638
- Opérations avec la clientèle	-5 597			-5 597
- Obligations et titres à revenu fixe				0
- Autres intérêts et charges assimilés	-16 793			-16 793
Produits nets sur opérations de crédit bail et de location	130 762			130 762
Revenus des titres à revenu variable	615			615
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	352 143	0	0	352 143
Produits des commissions	85 410			85 410
Charges des commissions	-38 196			-38 196
Résultat net des opérations financières	-48			-48
Autres produits d'exploitation bancaire	54 073			54 073
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 621			-1 621
Produits nets des autres activités	1			1
Produit net bancaire	451 762	0	0	451 762
Charges générales d'exploitation	-198 470	0	0	-198 470
- Frais de personnel	-82 559			-82 559
- Frais administratifs	-115 911			-115 911
Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles et incorporelles	-17 342			-17 342
Résultat brut d'exploitation	235 950	0		235 950
Coût du risque	-143 775			-143 775
Résultat d'exploitation	92 175	0	0	92 175

## Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2024

Nom de la société	Siège social	N° SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
Méthode intégration globale FRANFINANCE SA	Tour Granite - 17, cours Valmy - CS 50318 - 92972 Paris La Défense Cedex	719 807 406	Société Mère	
FRANFINANCE LOCATION	Tour Granite - 17, cours Valmy - CS 50318 - 92972 Paris La Défense Cedex	314 975 806	100 %	100 %
FENWICK LEASE	Tour Granite - 17, cours Valmy - CS 50318 - 92972 Paris La Défense Cedex	352 281 356	100 %	100 %
DISPONIS SAS	Tour Granite - 17, cours Valmy - CS 50318 - 92972 Paris La Défense Cedex	562 047 902	100 %	100 %
CEGELEASE	Area Englos 1 allée du Progrès - 59320 ENGLOS	622 018 091	100 %	100 %
FRANFINANCE LA REUNION	1, avenue du 14 juillet 1789 - CS 51032 - 97829 Le Port Cedex	343 778 023	100 %	100 %

**IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FRANFINANCE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## Fondement de l'opinion

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- sur le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des pertes attendues sur encours sains et encours dégradés décrit dans la note III - « Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose l'incidence de la première comptabilisation de ces pertes attendues sur les capitaux propres, pour un montant de 62 085 milliers d'euros.
- sur la correction d'erreur relative à la dépréciation de l'écart d'acquisition de Cegelease au titre de l'exercice 2023, telle que décrite dans les notes « IV - Faits marquants de l'exercice » et « 17 - Ecart d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des

circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 15 mai 2025  
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Amel HARDY-BEN BDIRA

KPMG SA  
Nicolas DE LUZE

### **C. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.